

# **GÉNÉRALISATION DU REPAS À 1€ : L'UNION ÉTUDIANTE DÉNONCE DES MESURES COMPENSATOIRES MISES EN PLACE PAR LES CROUS**

**29 avril 2026**

En janvier, l'Union Étudiante dévoilait son enquête précarité qui faisait état d'une précarité étudiante exacerbée. Quelques jours après, le gouvernement annonçait la généralisation du repas à 1 € pour toutes et tous les étudiant·es – y compris pour les non-boursiers. Près de 4 mois après, la généralisation doit voir le jour le 4 mai prochain.

La généralisation du repas à 1 euro va permettre de répondre à certains besoins urgents et l'Union Étudiante demandait cette mesure depuis plusieurs années.

Le gouvernement a annoncé une hausse du budget de l'ordre de 50 millions d'euros pour permettre de compenser le coût du repas à 1 euro. Ce montant est largement insuffisant, puisqu'il ne permettrait que de compenser de manière théorique le coût des repas si ceux-ci restent inchangés en nombre. Or, la généralisation du repas à 1 euro va venir augmenter la demande en repas.

L'Union Étudiante estime à environ 500 millions d'euros les besoins des Crous pour assurer pleinement leur mission de service public étudiant de l'alimentation et garantir des repas qualitatifs en nombre suffisant.

Mais ce n'est pas la piste choisie par le gouvernement, et cela a des conséquences concrètes. Faute de moyens, les Crous mettent en place des mécanismes de compensation qui viennent tarir cette avancée pour les droits étudiants.

Ainsi, plusieurs Crous, Rennes ou Mulhouse par exemple, ont d'ores et déjà annoncé mettre fin au dispositif du repas à emporter. Celui-ci permettait de prendre deux repas en même temps – dont un à emporter – afin de pouvoir manger le midi et le soir. Faute de stock, cela ne sera plus possible. Que vont manger les étudiant·es qui en bénéficiaient jusque-là ?

Nous nous inquiétons aussi des diminutions des quantités servies, déjà insuffisantes dans de nombreux endroits, et de la surcharge des restos U ne permettant pas à toutes et tous d'en bénéficier. Par ailleurs, l'augmentation de l'offre peut peser sur les conditions de travail, déjà dégradées, des personnels des restaurants universitaires.

Enfin, nous déplorons que le repas à 1 € soit généralisé aussi tard dans l'année, lorsque la plupart des étudiant·es quittent leurs lieux d'étude.

En conclusion, si la mesure du repas à 1 € est une mesure plus que nécessaire, l'Union Étudiante réclame un financement à la hauteur du besoin. Nous réclamons 500 millions d'euros pour garantir des repas qualitatifs et en quantité suffisante. Nous demandons aussi un engagement du gouvernement pour que la mesure ne soit pas supprimée au gré des prochains PLF, et que celle-ci soit entérinée dans le temps afin de réduire la précarité alimentaire.